

Sur une prétendue contradiction de l'idéologie libérale

David SPECTOR

Le paradoxe soulevé par Bernard Harcourt en est-il vraiment un ? Pour David Spector, la combinaison entre le désengagement économique de l'État et son investissement toujours plus grand dans la répression pénale s'explique moins par la généalogie du concept « d'ordre naturel », que par l'évolution des croyances sur l'importance relative des choix individuels et des déterminismes sociaux.

Un lecteur français a toutes les raisons de craindre le pire lorsqu'il ouvre un livre dont l'objet est la critique de la raison néolibérale. On ne compte plus, en effet, les dénonciations vertueuses de l'horreur économique, fondées sur une vision caricaturale des faits économiques et de l'économie comme discipline universitaire. Enfermés dans leurs équations, aveuglés par leur naïveté épistémologique, les économistes « orthodoxes » seraient les idéologues du néolibéralisme et les complices des mécanismes de domination.

Quel soulagement, dès les premières pages de *The Illusion of Free Markets*, lorsque le lecteur se rend compte qu'il n'a pas affaire à un tel brouet ! Le livre s'ouvre par une dédicace à Gary Becker, Ronald Coase, Richard Epstein et Richard Posner, collègues de l'auteur à l'université de Chicago, qui incarnent mieux que quiconque le libéralisme et les prétentions hégémoniques de la science économique. Au-delà du défi et de l'ironie, cette dédicace reflète fidèlement l'esprit du livre : tout critique qu'il soit à leur égard, Bernard Harcourt propose une lecture érudite, fine et nuancée de la théorie économique et des penseurs libéraux. Son livre foisonne d'aperçus passionnants sur de nombreux sujets, comme le marché des *futures* sur les céréales à la bourse de Chicago, les raisonnements économiques de la Cour suprême ou l'économie du complexe carcéral aux États-Unis. Particulièrement intéressante est la mise en

évidence d'un biais hostile à l'État chez Coase. Celui-ci fonde sur l'analyse des coûts de transaction sa théorie de la frontière entre les marchés et les organisations hiérarchiques comme les entreprises, contribution qui lui a valu le prix Nobel d'économie en 1991. Mais il postule arbitrairement que les coûts de transaction sont négligeables lorsqu'il en vient à la question du rôle respectif de l'État et du marché.

Ce ne serait pas rendre justice à l'ambition de Bernard Harcourt que de se limiter à relever la variété et l'intérêt des thèmes abordés. Son livre défend une thèse, qu'il convient de discuter en tant que telle. Son point de départ est le constat d'une contradiction au sein de l'idéologie libérale entre une injonction de retrait de l'État de la sphère économique et une injonction d'investissement par l'État de la sphère répressive. Cette injonction paradoxale, exprimée par exemple dans certains discours de Ronald Reagan fustigeant dans un même souffle l'étatisme en économie et la faiblesse de l'État face à la délinquance, serait le fruit d'une longue tradition intellectuelle, allant des physiocrates à l'École de Chicago.

La criminalité selon les néolibéraux

On a quelques difficultés à suivre la démonstration. Tout d'abord, la symétrie suggérée entre l'économie et la criminalité pose problème, parce qu'on peine à identifier ce qu'aurait pu être l'influence, même indirecte, de l'École de Chicago dans le domaine pénal.

On veut bien croire que les baisses d'impôts de Ronald Reagan et Margaret Thatcher ont résulté en partie des exhortations de Milton Friedman. Mais en matière pénale, la nouveauté introduite par les auteurs néolibéraux tient davantage au cadre intellectuel qu'à des prescriptions pratiques. Bernard Harcourt souligne que l'approche de la répression par les auteurs libéraux et néolibéraux est consubstantielle à leur pensée économique. Ainsi, pour Becker et Posner, si certaines activités sont criminelles, ce n'est pas parce qu'elles violent une règle morale mais parce qu'elles sont contraires à l'efficacité et entravent le fonctionnement des marchés ; de même, ils analysent la répression en termes d'incitations et de rapports coûts/bénéfices. Mais on a du mal à comprendre le lien causal entre ce cadre d'analyse quelque peu transgressif et le tournant répressif de la politique pénale américaine. Le vol, par exemple, est réprouvé et réprimé depuis au moins le code d'Hammourabi. En quoi le fait que Posner et Becker le réprouvent comme tout le monde avant eux, mais avec d'autres mots et au terme d'un raisonnement exclusivement économique, pourrait-il expliquer quoi que ce soit ? Bernard Harcourt, qui reconnaît que l'École de Chicago s'est montrée plutôt favorable à la

légalisation des drogues, et donc, sur ce point, peu répressive, peine à concilier ce constat avec sa thèse générale.

La foi dans le marché implique-t-elle la naturalisation de la distribution des richesses ?

Pour l'auteur, l'idéologie néolibérale en économie consiste avant tout en une naturalisation de la distribution des richesses, qui conduit à une hostilité à l'égard des politiques de redistribution.

Mais le lien entre l'apologie du marché et la naturalisation de la distribution des richesses est loin d'être absolu. S'il est vrai que les politiques inégalitaires ont souvent été justifiées par l'invocation des vertus du marché, en particulier par Ronald Reagan et Margaret Thatcher, cette congruence n'est pas générale. En Europe comme aux États-Unis, les partis de gauche, attachés à la redistribution, sont souvent plus favorables aux mécanismes de marché que les partis de droite ou les milieux d'affaires, par exemple pour ce qui concerne les questions de libre-échange ou de concurrence.

En outre, sur le plan théorique, la défense du marché libre n'implique pas nécessairement la naturalisation de la distribution des richesses. Bernard Harcourt présente de la manière suivante l'argument pro-marché de la théorie économique contemporaine :

Un économiste moderne pourrait demander si je conteste le premier théorème de l'économie du bien-être – c'est-à-dire le fait qu'un équilibre de marché concurrentiel conduit à l'allocation efficace des ressources (p. 146)¹.

Cette phrase pourrait laisser croire que la théorie économique recommande, au nom de la recherche de « l'allocation efficace », l'absence d'interférences publiques avec le jeu du marché, et justifie ainsi la distribution des richesses qui en résulte. Mais tel n'est pas le cas. Le premier théorème de l'économie du bien-être s'inscrit en effet dans un cadre théorique dans lequel « l'allocation efficace » n'existe pas. Selon ce théorème, il existe en général de nombreux équilibres de marché concurrentiels, tous efficaces, et tous caractérisés par des propriétés distributives différentes. La microéconomie « orthodoxe » ne naturalise donc pas la distribution des richesses, mais sépare la question de la redistribution de celle du marché. Elle

¹ « *A modern economist might ask whether I am denying the first theorem of welfare economics – namely, that a competitive market equilibrium leads to the efficient allocation of resources* ».

conduit seulement à prôner le choix d'outils redistributifs interférant le moins possible avec le jeu du marché. C'est ainsi que Léon Walras, père de la microéconomie moderne, qui se considérait comme socialiste, était favorable à la nationalisation des terres ; et que parmi les premiers économistes ayant proposé des démonstrations mathématiques du théorème cité par Bernard Harcourt figurent Oskar Lange, théoricien du socialisme de marché et vice-président du Conseil d'État de la Pologne communiste dans les années 1960, et Kenneth Arrow (prix Nobel d'économie 1972), théoricien du choix social favorable à une certaine redistribution des richesses. On peut donc regretter l'omission dans *The Illusion of Free Markets* de la tradition libérale de gauche, combinant adhésion au marché et attention à la distribution des richesses. Cette tradition, qui remonte à John Stuart Mill, n'a pourtant rien de marginal, ni sur le plan universitaire, ni en termes d'influence sociale plus large, du moins dans les pays anglophones.

Redistribution, politique pénale, et croyances sur la mobilité sociale

Au-delà de cette critique, la question posée par l'auteur peut être reformulée ainsi : pourquoi l'hostilité à la redistribution est-elle corrélée à une préférence pour une politique pénale répressive ? Or une réponse simple semble s'imposer : c'est parce que ces deux attitudes renvoient à un même principe, l'hostilité aux pauvres, principaux bénéficiaires des politiques de redistribution et principales cibles des politiques pénales répressives. Si l'on admet cette explication, aucun paradoxe ne subsiste. Les variations des politiques menées, dans le temps et dans l'espace, seraient dues aux fluctuations de facteurs déterminant le poids des pauvres dans le processus politique. Ainsi, selon une thèse devenue banale, le caractère à la fois moins redistributif et plus répressif des États-Unis, par rapport à l'Europe, serait dû en partie à l'importance de la question raciale et à son interaction avec la question sociale.

Cette explication n'interdit aucunement de considérer que les idées jouent un rôle important. Au contraire, de nombreuses études montrent que les croyances sur le fonctionnement de la société sont l'un des principaux déterminants des préférences individuelles en matière de redistribution : les personnes qui pensent que les déterminismes sociaux priment sur la volonté individuelle et que les pauvres sont pauvres parce qu'ils n'ont pas eu de chance, sont plus favorables à la redistribution que les personnes convaincues que les pauvres sont pauvres parce qu'ils sont paresseux. Cette régularité s'observe aussi bien au niveau individuel que dans les comparaisons internationales et pourrait être une des causes de l'exceptionnalisme américain. Or cette observation semble suffire à rendre compte de la

corrélation relevée par Harcourt : si l'on pense que les pauvres n'ont pas eu de chance, il est logique de vouloir à la fois un État-providence développé et l'indulgence pour les voleurs de pommes ; et inversement si l'on pense que les pauvres sont avant tout paresseux. Il n'est pas sûr que la grande fresque d'histoire des idées retracée dans l'ouvrage explique mieux la corrélation observée.

Depuis le rasoir d'Ockham, on admet que les explications simples valent mieux que les explications compliquées. À cette aune, on a du mal à adhérer à la thèse de Bernard Harcourt. Mais sa belle construction est l'occasion de développements si variés et si intéressants qu'on en vient, au fil de la lecture, à oublier son inadéquation à la résolution d'un paradoxe qui n'en est pas vraiment un.

Pour aller plus loin

- Alberto Alesina, Edward Glaeser, Bruce Sacerdote, « Why Doesn't the United States Have a European-style Welfare State ? », *Brookings Papers on Economic Activity*, vol. 32, 2001, p. 187-278 (http://www.wcfia.harvard.edu/sites/default/files/423__0332-Alesina11.pdf).
- Alberto Alesina, Edward Glaeser, *Fighting Poverty in the US and Europe: A World of Difference*, Oxford, Oxford University Press, 2004.
- Kenneth J. Arrow, *Social Choice and Individual Values*, New Haven, Yale University Press, 1951.
- Pierre Dockès, Jean-Pierre Potier, *La Vie et l'œuvre économique de Léon Walras*, Paris, Economica, 2001.
- Christina Fong, « Social Preferences, Self-Interest, and the Demand for Redistribution », *Journal of Public Economics*, vol. 82, n° 2, 2001, p. 225-246 (<http://sds.hss.cmu.edu/BDRauthors/cfongredist.pdf>).
- Paul Krugman, *The Conscience of a Liberal*, New York, W.W. Norton, 2007.
- Robert O. Paxton, « L'affaire des carbures et l'abolition du délit de coalition, 1915-1926 », in Patrick Fridenson (dir.), *L'Autre Front*, Paris, Cahiers du Mouvement Social, n° 2, 1977, p. 145-169.
- Raghuram Rajan, Luigi Zingales, *Saving Capitalism From the Capitalists*, New York, Crown, 2003.
- Joseph Stiglitz, *Whither Socialism?*, Cambridge (Mass.), MIT Press, 1994.
- David Todd, *L'Identité économique de la France. Libre-échange et protectionnisme 1814-1851*, Paris, Grasset, 2008, présenté par Igor Moullier, « La préférence française pour le protectionnisme », *La Vie des idées*, 1^{er} décembre 2008 (<http://www.laviedesidees.fr/La-preference-francaise-pour-le.html>).
- Frank Trentmann, *Free Trade Nation. Commerce, Consumption and Civil Society in Modern Britain*, Oxford, Oxford University Press, 2008, présenté par David Todd, « Libre-échange ou protectionnisme ? Les Britanniques, la globalisation et la culture du libre-échange », *La Vie des idées*, 3 juillet 2008 (<http://www.laviedesidees.fr/Libre-echange-ou-protectionnisme.html>)

Article publié dans [laviedesidees.fr](http://www.laviedesidees.fr), le 31 mai 2011.

© [laviedesidees.fr](http://www.laviedesidees.fr)